



PRÉFET DE TARN-ET-GARONNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination interministérielle
et appui territorial

Mission des politiques environnementales

AP n° 82-2024-12-03-00001

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT LEVÉE DE MISE EN DEMEURE du 12 JANVIER 2024 ET MODIFICATION DE CERTAINES DISPOSITIONS SUR LE PRÉLÈVEMENT D'EAU

Société NUTRIBIO
Avenue Fernand Belondrade
82000 MONTAUBAN

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Le préfet de Tarn-et-Garonne,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le titre 1^{er} du livre du Code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement;

Vu les articles L181-14 et R181-45 du Code de l'environnement;

Vu l'arrêté préfectoral n° 01-51 du 15 janvier 2011, modifié autorisant la société NUTRIBIO à exploiter une usine de transformation de lait et de ses produits dérivés sise avenue Fernand Belondrade – 82000 MONTAUBAN;

Vu l'arrêté préfectoral n° 82-2024-01-12-00002 du 12 janvier 2024 mettant en demeure la société NUTRIBIO;

Vu l'arrêté préfectoral n° 82-2023-05-15-00004 du 15 mai 2023 sur les dispositions applicables en cas de période de sécheresse;

Vu le courrier en date du 25 novembre 2024 dans lequel la société NUTRIBIO s'engage à mettre en place un plan d'action visant à respecter avant la fin de l'année 2026 un ratio de litre d'eau prélevée par litre de lait reçu égal à 1,8 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté le 29 novembre 2024 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;

VU les observations de l'exploitant sur ce projet d'arrêté par courriel du 29 novembre 2024 ;

Considérant que le courrier en date du 25 novembre 2024 susvisé répond à l'article 1^{er} de l'arrêté de mise en demeure du 12 janvier 2024 susvisé ;

Considérant de ce fait que l'arrêté de mise en demeure du 12 janvier 2024 peut-être levé;

Considérant que certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 29 juin 2018 susvisé doivent être modifiées pour tenir compte du plan d'action figurant dans le courrier du 25 novembre 2024 susvisé;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Exploitant :

La société NUTRIBIO, dénommée ci-après l'exploitant, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour ses installations situées avenue Fernand Belondrade 82000 MONTAUBAN.

Article 2 - Levée de la mise en demeure :

L'arrêté de mise en demeure du 12 janvier 2024 susvisé est levé.

Article 3 – Prélèvement d'eau

Les dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral n°82-2018-06-29-002 du 29 juin 2018 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant tient à jour un calcul du ratio de litre d'eau prélevée par litre de lait reçu sur la base d'une moyenne hebdomadaire.

Ce ratio respecte la valeur maximale de 1,8 en moyenne annuelle, hors périodes d'arrêts techniques

Mensuellement, en plus de l'autosurveillance, l'exploitant fait part à l'Inspection des installations classées de ses prélèvements d'eau, du calcul du ratio susmentionné ainsi que des durées des périodes d'arrêts techniques en indiquant les raisons de ces arrêts et les quantités d'eau prélevées durant ces arrêts ».

L'article 1er de l'arrêté préfectoral du 15 mai 2023 susvisé reste d'application.

Article 4 – Plan de réduction des prélèvements d'eau :

L'exploitant doit respecter le plan d'action décrit dans son courrier du 25 novembre 2024 visant à respecter avant la fin de l'année 2026 un ratio mensuel de litre d'eau prélevée par litre de lait reçu ne dépassant pas la valeur de 1,8.

L'exploitant transmet, avant le 15 janvier des années 2025 et 2026, un état d'avancement détaillé de la mise en œuvre du plan d'action, précisant les résultats obtenus et les éventuelles difficultés rencontrées et les modifications apportées.

Article 5 - Frais :

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 6 - Publicité :

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Tarn-et-Garonne, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7 - Notification - Exécution :

La secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) d'Occitanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Tarn-et-Garonne, notifié à l'exploitant et dont une copie sera transmise :

- au maire de la commune d'implantation,
- au sous-préfet de l'arrondissement compétent.

Fait à Montauban, le **- 3 DEC. 2024**

Le préfet,



Vincent ROBERTI

Délais et voies de recours

En application des dispositions inscrites au Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31000 Toulouse – Tél : 05.62.73.57.57) :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois :

- soit d'un recours gracieux auprès du préfet de Tarn-et-Garonne – 2 allée de l'Empereur – BP10779 – 82000 Montauban. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours ;
- soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des Territoires – Grande Arche de la Défense – Paroi sud / Tour Séquoia – 92055 La Défense. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours (excepté le télérecours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément à l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L. 181-12, L. 181-14, L. 181-15 et L. 181-15-1, doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.